

**Commune de CHANOS-CURSON**

**APPROBATION  
de**

**la MODIFICATION N° 2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Objet : Caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal/Conseil communautaire en date du 2 novembre 2021

Date de transmission au Préfet : 8 novembre 2021

Mesures de publicité :

- Affichage en mairie : 8 novembre 2021
- Insertion dans la presse : 29 novembre 2021

Contrôle de légalité :

- Date de la lettre au maire : /
- Observations : /

Date à laquelle la délibération devient exécutoire

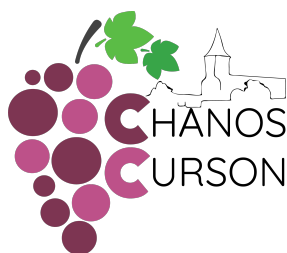
**29 Novembre 2021**

# COMMUNE DE CHANOS-CURSON

DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

MODIFICATION N°2  
DU PLAN LOCAL D'URBANISME

## PIECE 0 – ACTES ADMINISTRATIFS



Mairie de CHANOS-CURSON

9 rue de la République

26600 CHANOS-CURSON

Téléphone: 04 75 07 33 07

Télécopie : 04 75 07 32 99

E.mail : [mairie@chanoscurson.fr](mailto:mairie@chanoscurson.fr)

Site internet : [www.mairie-chanoscurson.fr](http://www.mairie-chanoscurson.fr)





REPUBLIQUE FRANCAISE  
« LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE »

## **ARRETE DU MAIRE N° 2020/099**

### **prescrivant la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de CHANOS-CURSON**

**VU** le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et L.153-37 ;

**Vu** le schéma de cohérence territoriale du Grand Rovaltain Drôme Ardèche approuvé le 25 Octobre 2016 ;

**VU** le plan local d'urbanisme approuvé le 1<sup>er</sup> Mars 2010, modifié le 07 Septembre 2015 ;

**CONSIDÉRANT** que la modification envisagée du plan local d'urbanisme a pour objet d'intégrer les évolutions législatives récentes (Loi ALUR, LAAF et Macron) relatives à la gestion des bâtiments d'habitation existants en zone agricole et naturelle

**CONSIDÉRANT** que cette modification n'a pas pour conséquence de changer les orientations du Plan d'aménagement et de développement durables (PADD), de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou naturelle ou une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence, que cette modification n'entre pas dans le champ d'application de la procédure de révision ;

**CONSIDÉRANT** que cette modification a pour effet de majorer de plus de 20 % les possibilités de construire résultant, dans les zones A et N, de l'ensemble des règles du plan ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence, que cette modification entre dans le champ d'application de la procédure de modification dite de droit commun ;

**CONSIDÉRANT** que la procédure de modification est menée à l'initiative du maire ;

**CONSIDÉRANT** que la procédure de modification doit être notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme ;

**CONSIDÉRANT** que la procédure de modification nécessite une enquête publique ;

### **ARRÊTE**

**Article 1** : La procédure de modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de CHANOS-CURSON est prescrite.

**Article 2** : Le projet de modification porte sur l'intégration des évolutions législatives récentes (Loi ALUR, LAAF et Macron) relatives à la gestion des bâtiments d'habitation existants en zone agricole et naturelle

**Article 3 :** Un bureau d'études d'urbanisme sera chargé de la réalisation de la modification du PLU ;

**Article 4 :** Le dossier de modification du PLU sera notifié au Préfet et aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9, avant l'enquête publique.

**Article 5 :** La modification fera l'objet d'une enquête publique conformément à l'article L.153-41 du code de l'urbanisme.

**Article 5 :** Les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la modification du PLU seront inscrits au budget de l'exercice considéré ;

**Article 6 :** A l'issue de l'enquête publique prévue à l'article 4 ci-dessus, le maire en présente le bilan au conseil municipal qui en délibère et adopte le projet de modification éventuellement amendé pour tenir compte des avis émis et des observations du public, par délibération motivée ;

**Article 7 :** Le présent arrêté fera l'objet de mesures de publicité définies aux articles R.153-20 à R.153-22. Il sera affiché en mairie de CHANOS-CURSON pendant le délai d'un mois et la mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le préfet.

**Fait à CHANOS-CURSON,  
Le 15 octobre 2020.**

**Le Maire,  
Isabelle FREICHE**



L'autorité territoriale,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant Le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification et de sa publication.

"La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal."



**ARRETE DU MAIRE N° 2021/107**  
**prescrivant l'enquête publique relative au projet**  
**de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme**

**Le Maire,**

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L123-1-A et suivants ainsi que R123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L153-31 et suivants et R153-11 et suivants ;

Vu l'arrêté de Madame le Maire en date du 15 octobre 2020 prescrivant la modification du plan local d'urbanisme (PLU) ;

Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête publique comprenant notamment le dossier de PLU, les avis des personnes publiques associées (ex : État, Département, chambres consulaires...) ou consultées (ex : CDPENAF, MRAE...) ;

Vu la décision en date du 16 juin 2021 du Président du Tribunal Administratif de Grenoble désignant Madame Dominique HANSBERGER en qualité de commissaire-enquêteur ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de CHANOS-CURSON pour une durée de 3 semaines à compter du 30 août 2021 jusqu'au 17 septembre 2021 inclus.

**ARTICLE 2**

La modification du Plan Local d'Urbanisme porte sur l'intégration des évolutions législatives récentes (Loi ALUR, LAAF et Macron) relatives à la gestion des bâtiments d'habitation existants en zone agricole et naturelle.

**ARTICLE 3**

Madame Dominique HANSBERGER, domiciliée à VALENCE a été désignée en qualité de commissaire-enquêteur par le Président du Tribunal Administratif.

**ARTICLE 4**

Les pièces du dossier de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme auxquelles ont été annexés les avis des personnes publiques consultées seront tenues en mairie de CHANOS-CURSON à la disposition des intéressés pendant toute cette période, aux jours habituels d'ouverture de la mairie de 8 h 30 à 12 h 30 les lundis, mardis, jeudis, vendredis, ou sur rendez-vous et sur la plateforme dédiée : <https://plu-chanoscurson.damicloud.fr>

**ARTICLE 5**

Un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire-enquêteur, sera ouvert par Mme le Maire le 30 août 2021 à 15 h 00 et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête.

Les intéressés pourront y consigner leurs observations. Ils pourront aussi les adresser par écrit en mairie de CHANOS-CURSON et par voie électronique : <https://plu-chanoscurson.damicloud.fr>. Madame Dominique HANSBERGER commissaire-enquêteur, les visera et les annexera au registre d'enquête.

**ARTICLE 6**  
Le commissaire-enquêteur recevra personnellement les observations du public à la mairie de CHANOS-CURSON aux jours et heures suivants :

- Lundi 30 août 2021 après-midi de 15 h à 18 h 30
- Mercredi 8 septembre 2021 matin, de 9 h à 12 h 30
- Vendredi 17 septembre 2021 après-midi de 15 h à 18 h 30.

#### **ARTICLE 7**

Par décision motivée, le commissaire-enquêteur pourra éventuellement prolonger l'enquête pour une durée maximale de trente jours, notamment lorsqu'elle décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête.

#### **ARTICLE 8**

Il est précisé que le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de CHANOS-CURSON n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale (décision n° 2021-ARAKKU2210 du 10 juin 2021). Les informations environnementales se rapportant au projet se trouvent dans le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme.

#### **ARTICLE 9**

Un avis d'enquête sera publié en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux (Le Dauphiné Libéré et Peuple Libre) diffusés dans le département, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé de même dans les huit premiers jours de celle-ci.

Avant le début de l'enquête, le même avis sera affiché en mairie.

Cet avis sera publié en ligne sur le site internet de la mairie : [www.mairie-chanoscurson.fr](http://www.mairie-chanoscurson.fr), quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

#### **ARTICLE 10**

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire-enquêteur. Celui-ci examinera les observations consignées ou annexées au registre. Il établira ensuite son rapport sur le déroulement de l'enquête et rédigera des conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou défavorables et transmettra l'ensemble de ces pièces au maire dans le délai d'un mois à compter de la fin de l'enquête.

Le Maire communiquera copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur au Préfet et au Président du Tribunal Administratif.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture et à la Préfecture de la Drôme aux jours et heures habituels d'ouverture pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Ils seront par ailleurs publiés sur le site internet de la commune de Chanos-Curson.

#### **ARTICLE 11**

À l'issue de l'enquête, le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme pourra éventuellement être modifié pour tenir compte des observations du public et du rapport du commissaire-enquêteur puis soumis à l'approbation du Conseil Municipal de la commune de CHANOS-CURSON.

#### **ARTICLE 12**

La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est Mme Isabelle FREICHE, Maire de CHANOS-CURSON, 9 rue de la République 26600 CHANOS-CURSON – 04 75 07 33 07 – [urbanisme@chanoscurson.fr](mailto:urbanisme@chanoscurson.fr).

Toute information concernant la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme, objet de la présente enquête publique, pourra être obtenue auprès de cette personne.



Reçu le 02/08/2021 à 10h26  
**Article 13**  
Mme le Maire de CHANOS-CURSON et Mme le Commissaire-enquêteur, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **ARTICLE 14**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Madame la Préfète de la Drôme
- Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Grenoble
- Madame le Commissaire-enquêteur

**Fait à Chanos-Curson,  
Le 26 juillet 2021.**

**Le Maire,  
Isabelle FREICHE**



L'autorité territoriale,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification et de sa publication.

"La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal."





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

**DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2021-064**

L'an deux mil vingt et un, le deux novembre à vingt heures 30, le Conseil Municipal de la Commune de CHANOS-CURSON, régulièrement convoqué, s'est réuni, en séance publique, à la mairie de CHANOS CURSON, sous la présidence de **Madame Isabelle FREICHE, Madame le Maire.**

Date de convocation du Conseil Municipal : **26/10/2021**

Date d'affichage : **26/10/2021**

Nombre de Conseillers municipaux en exercice : **15**

Étaient présents : **Isabelle FREICHE, Stéphane FOURNIER, Nicole MUCCHIELLI, Sandrine COTTE, Didier WOLFF, Bruno GRAS TACHON, Pascal BAUDE, Céline DIAN, Antoine PRADELLE, Fanny BERTO, Cindy FOURNIER, Noémie PERSON, Samuel BEAUGIRAUD, Frédérique DI ZAZZO.**

Était absent et représenté : **Patrick BERTRAND représenté par Stéphane FOURNIER.**

**Noémie PERSON a été désignée secrétaire de séance.**

**Le nombre de votants est de 15**

**Objet : Approbation de la modification n°2 du plan local d'urbanisme**

La commune de Chanos-Curson dispose d'un plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 1er mars 2010. Le PLU a fait l'objet d'une modification n°1 approuvée par délibération du conseil municipal du 07 septembre 2015.

Une modification n°2 du PLU de la commune de Chanos-Curson a été engagée par arrêté du Maire n°2020/099 en date du 15 octobre 2020.

La modification n°2 du PLU porte sur l'évolution du règlement écrit des zones agricoles (A) et naturelles (N) suite à la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi « ALUR » et à la loi du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite loi « Macron », qui permettent d'admettre sous conditions les extensions, les annexes et les piscines, aux habitations existantes situées en zone A et N.

Une mise à jour des bâtiments identifiés comme pouvant prétendre à un changement de destination dans les zones A et N, a également été effectuée.

La modification n°2 du PLU a aussi pour objectif d'assouplir le règlement écrit sur l'obligation d'intégrer les panneaux solaires, serres et autres éléments d'architecture bioclimatique, à l'enveloppe des constructions pour permettre une meilleure application de la règle.

La Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAe) qui avait été saisie d'une demande d'examen au cas par cas, par décision n°2021-ARA-KKU-2210 du 10 juin 2021, a dispensé le projet de la réalisation d'une évaluation environnementale.

La Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF), durant la commission électronique du 07 au 25 juin 2021, a rendu un avis favorable assorti de 4 réserves.

Les personnes publiques associées visées aux articles L.132-7 et L.132-9 ont été consultées en avril 2021.

Cinq d'entre elles se sont exprimées sur le projet, à savoir :

- Le syndicat mixte en charge du SCOT du Grand Rovaltain, le 04 juin 2021, a donné un avis favorable sans observation ;
- Arche Agglo, le 19 juillet 2021, a donné un avis favorable sans observation ;
- Le conseil départemental, le 09 juin 2021, a donné un avis favorable sur le projet de modification sans observation ; Il a demandé une mise à jour des documents graphiques concernant les marges de recul le long des voies départementales ;
- La Chambre d'agriculture, le 9 juin 2021, a donné un avis favorable assorti d'une demande d'actualisation du règlement sur les dispositions règlementaires notamment relatives aux services publics ou d'intérêt collectif....
- L'Etat, le 12 juin 2021, a donné un avis favorable assorti d'observations, visant à :
  - o prendre en compte l'avis de la CDPENAF ;
  - o rectifier les dispositions règlementaires relatives aux équipements publics ;
  - o supprimer la définition de l'exploitation agricole.

Les autres personnes publiques associées n'ont pas rendu d'avis ; l'absence de réponse vaut accords tacites.

En application de l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°2 du PLU a fait l'objet d'une enquête publique. Celle-ci s'est déroulée du lundi 30 août 2021 au vendredi 17 septembre 2021, le tribunal administratif ayant désigné Madame Dominique HANSBERGER commissaire-enquêteur.

Durant l'enquête publique, neuf observations ont été déposées ou adressées au commissaire-enquêteur.

Certaines observations et demandes du public s'inscrivaient dans les contraintes et les objectifs de la procédure de modification ; d'autres concernent la révision du PLU engagée par la commune (elles sont donc hors champ de l'enquête publique).

A l'issue de l'enquête publique, la Commissaire Enquêteur a rendu son rapport et ses conclusions en date du 15 octobre 2021, donnant un avis favorable sous réserve de la mise en œuvre des évolutions, corrections, compléments ou modifications auxquelles s'est engagée la commune pour lever les réserves émises par la CDPENAF et les PPA, et aux demandes du public, et sous réserve de la mise en cohérence entre le document « Exposé des motifs et notice de présentation et l'article du 11 du règlement.

Sur la base des avis des personnes publiques associées et du rapport du commissaire enquêteur, la collectivité a apporté des ajustements au dossier de modification n°2 en vue de son approbation. Les corrections apportées au dossier de modifications après enquête publique concernent :

- La suppression de la mention d'une seule annexe et d'une seule piscine et la réalisation des travaux en une seule fois (demande de la CDPENAF)
- Le remplacement pour les extensions, de la surface de plancher et l'emprise au sol par la surface totale (demande de la CDPENAF)
- L'interdiction en zone Np des extensions et des annexes (demande de la CDPENAF)
- L'intégration d'une nouvelle rédaction pour les équipements collectifs (demande de l'état et de la chambre d'agriculture)
- Le retrait de la définition de l'exploitation agricole (demande de l'état et de la chambre d'agriculture)
- L'indication sur le plan de zonage les nouvelles marges de recul (demande du CD26)
- La correction de l'erreur matérielle concernant le report des corrections l'article 11 du règlement figurant dans la notice de présentation (demande du Commissaire Enquêteur)

Le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Chanos-Curson est donc prêt à être approuvé par le Conseil Municipal.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé par délibération de conseil municipal en date du 1<sup>er</sup> mars 2010 ;

Vu l'arrêté du Maire n°2020/099 en date du 15 octobre 2020 engageant la modification n°2 du PLU de la commune de Chanos-Curson ;

VU la décision n°2021-ARA-KKU-2210 de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale du 10 juin 2021 qui dispense d'évaluation environnementale le projet de modification n°2 du PLU ;

VU l'avis de la CDPENAF du 10 juin 2021 donnant un avis favorable avec observations ;

VU les avis de l'Etat et des autres personnes publiques associées ou consultées ;

VU les observations du public recueillies durant l'enquête publique qui s'est déroulée du lundi 30 août 2021 au vendredi 17 septembre 2021 ;

VU l'avis favorable de Madame le Commissaire enquêteur émis dans le rapport et les conclusions en date du 15 octobre 2021 ;

Vu que les demandes et suggestions du commissaire enquêteur ne remettent pas en cause l'économie générale du projet de modification du PLU mis à l'enquête publique et qu'il y a lieu de modifier le projet pour les prendre en compte ;

**Vu** le dossier de modification n°2 du PLU de Chanos-Curson corrigé pour tenir compte de l'enquête publique et des avis des personnes publiques associées ;

**Le Conseil Municipal, appelé à délibérer, à l'unanimité des membres présents et représentés :**

- **décide d'approuver le dossier de modification du PLU modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique tel qu'il est annexé à la présente ;**
- **indique que, conformément aux articles R153-20 et R153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier tenu à la disposition du public. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.**
- **indique que la présente délibération sera exécutoire à compter de sa réception en préfecture après accomplissement des mesures de publicité**

Fait et délibéré les jours mois et an ci-dessus.

Au registre sont les signatures.

Le Maire,  
Isabelle FREICHE



Acte rendu exécutoire après :

- Transmission en Préfecture le
- Réception en Préfecture le
- Publication et notification le

*"La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal."*

**Mairie de CHANOS-CURSON 9 rue de la République 26600 CHANOS-CURSON**

**Téléphone : 04 75 07 33 07 – Télécopie 04 75 07 32 99**

**Email [mairie@chanoscurson.fr](mailto:mairie@chanoscurson.fr) - Site internet [www.mairie-chanoscurson.fr](http://www.mairie-chanoscurson.fr)**

Accusé de réception en préfecture  
026-212600712-20211102-2021\_064-DE  
Reçu le 08/11/2021



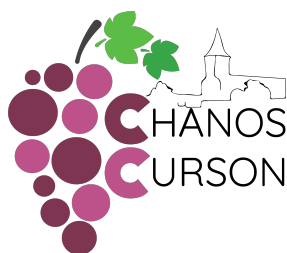
# COMMUNE DE CHANOS-CURSON

DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

## MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

### DOSSIER D'APPROBATION

*Vu pour être annexé à la délibération du conseil municipal du 02 novembre 2021  
Mme Isabelle FREICHE, maire de Chanos-Curson*



Mairie de CHANOS-CURSON

9 rue de la République

26600 CHANOS-CURSON

Téléphone: 04 75 07 33 07

Télécopie : 04 75 07 32 99

E.mail : [mairie@chanoscurson.fr](mailto:mairie@chanoscurson.fr)

Site internet : [www.mairie-chanoscurson.fr](http://www.mairie-chanoscurson.fr)

## **LISTE DES PIECES**

---

### **PIECE 0- ACTES ADMINISTRATIFS**

### **PIECE I - EXPOSE DES MOTIFS ET NOTICE DE PRÉSENTATION**

*valant complément du rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme*

### **PIECE II- RÈGLEMENT GRAPHIQUE**

### **PIECE III- RÈGLEMENT ÉCRIT**

*Les pièces n°2 (PADD), n°3 (orientations d'aménagement et de programmation), et n°6 (annexes) du PLU en vigueur sont inchangées par la présente procédure de modification du PLU.*



**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**« LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE »**

**ARRETE DU MAIRE N° 2019-032**

**Portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme  
de la commune de CHANOS-CURSON**

Le Maire,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-60 et R.153-18, ainsi que les articles L.151-43 et R.151-51 relatifs au contenu des annexes du P.L.U ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2010-08 du 1<sup>er</sup> mars 2010 approuvant le plan local d'urbanisme,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2015-62 du 7 septembre 2015 approuvant la modification du P.L.U après enquête publique,

Vu l'arrêté préfectoral n° 26-2018-10-02-014 du 02 octobre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de CHANOS-CURSON,

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté,

**ARRETE**

**Article 1** – Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de CHANOS-CURSON est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe au PLU, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

**Article 2** – Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la Mairie et en Préfecture.

**Article 3** – Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

**Article 4** – Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la Direction Départementale des Territoires.

**Fait à CHANOS-CURSON, le 08 Avril 2019.**

**Le Maire,**  
**Stéphane FOURNIER.**



L'autorité territoriale,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification et de sa publication.





REPUBLIQUE FRANCAISE  
« LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE »

**ARRETE DU MAIRE N° 2017/76**

**Portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme  
de la commune de CHANOS-CURSON**

Le Maire,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-60 et R.153-18 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.151-43 et R.151-51 relatifs au contenu des annexes du dossier d'un P.L.U ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2010-08 du 1<sup>er</sup> mars 2010 approuvant le plan local d'urbanisme,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2015-62 du 7 septembre 2015 approuvant la modification du P.L.U après enquête publique,

Vu l'arrêté préfectoral n° 26-2016-11-29-024 du 29 novembre 2016 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de CHANOS-CURSON,

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté,

**ARRETE**

**Article 1 –** Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de CHANOS-CURSON est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe au PLU, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

**Article 2 –** Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la Mairie et en Préfecture.

**Article 3 –** Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

**Article 4 –** Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la Direction Départementale des Territoires.

Fait à CHANOS-CURSON, le 3 juillet 2017.

Le Maire,  
Serge BLACHE.



L'autorité territoriale,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification et de sa publication.

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Auvergne-Rhône-Alpes

Unité Interdépartementale 26/07

Valence, le 29 NOV. 2016

Affaire suivie par : Christophe Bouilloux  
Tél. : 04.75.82.46.36  
Fax : 04.75.82.46.49  
Courriel : christophe.bouilloux@developpement-  
durable.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL n° 26-2016-11-29-024

**instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques  
autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits  
chimiques sur la commune de Chanos-Curson**

**Le Préfet du département de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.555-16, R.555-30 et R.555-31 ;

**Vu** le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

**Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R.122-22 et R.123-46 ;

**Vu** l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

**Vu** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en date du 10 octobre 2016 ;

**Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Drôme le 24 novembre 2016 ;

**Considérant** que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

**Considérant** que selon l'article L555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Drôme,

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup> – Objet

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites ci-après, conformément aux distances figurant dans les tableaux ci-dessous et reproduites sur la carte annexée <sup>(1)</sup> au présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP2 ou SUP3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA : Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

**Nom de la commune : Chanos-Curson**

**Code INSEE : 26071**

### **Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par le transporteur**

**GRTgaz**

**Immeuble Bora, 6 rue Raoul Nordling**

**92277 BOIS COLLOMBES Cedex**

#### **• Ouvrages traversant la commune**

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur dans la commune (en mètres)	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
TAIN- ROMANS	67,7	100	1781	enterré	30	5	5

#### **• Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

Néant

#### **• Installations annexes situées sur la commune**

Néant

#### **• Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

Néant

Canalisation de transport d'hydrocarbures propriété de l'État, ayant comme transporteur le Service National des Oléoducs Interalliés, service du MEEM-DGEC, situé Tour Séquoia, place des Carpeaux, 92800 Puteaux et opérée par :

TRAPIL-ODC  
22 B route de Demigny  
Champforgeuil  
CS 30081  
71103 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

- Ouvrages traversant la commune

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur dans la commune (en mètres)	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
Beaumont - Oytier	68	308	2444	enterré	200	15	10

- Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière

Néant

- Installations annexes situées sur la commune

Néant

- Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière

Néant

## Article 2 – Nature des servitudes

Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.



Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

### **Article 3 – Information du transporteur**

Conformément à l'article R.555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des zones définies à l'article 2.

### **Article 4 – Annexion au plan d'urbanisme**

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L.163-10 du code de l'urbanisme.

### **Article 5 – Notification et publicité**

En application du R.555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera

- publié au recueil des actes administratifs
- publié sur le site internet de la préfecture de la Drôme
- adressé au maire de la commune de Chanos-Curson.

### **Article 6 – Délais et voies de recours**

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble (2, place de Verdun – BP 1135 – 38002 Grenoble cedex 1) dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Drôme.

### **Article 7 – Exécution et copie**

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire de la commune de Chanos-Curson, le directeur départemental des territoires de la Drôme, la directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'au directeur de GRTgaz et au directeur du Service National des Oléoducs Interalliés.

Valence, le **29 NOV. 2016**

Le préfet,

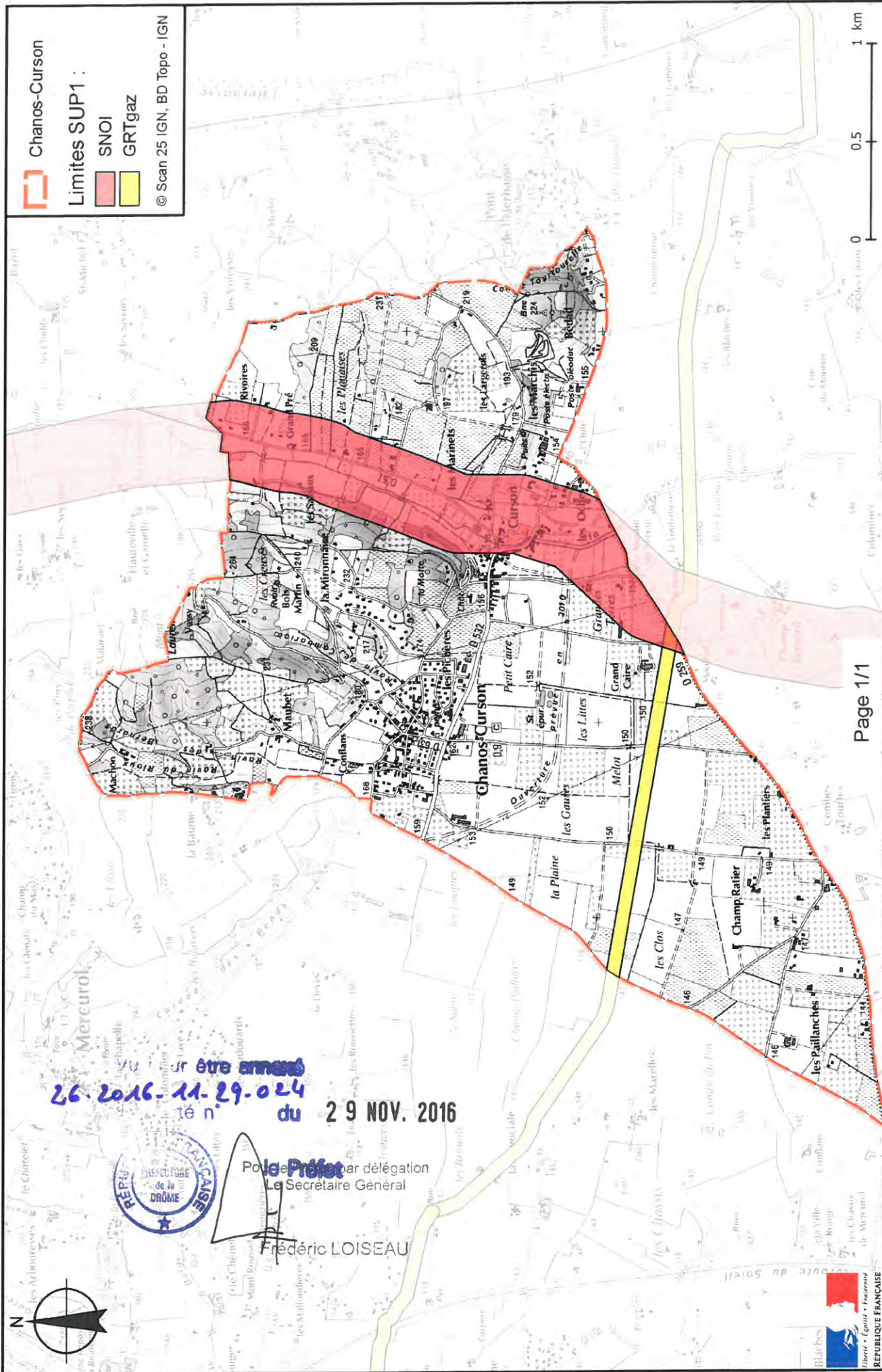
Pour le Préfet, par délégation  
Le Secrétaire Général

  
Frédéric LOISEAU

*(1) La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :*

- la préfecture de la Drôme
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes
- l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la mairie concernée

## Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



2020-2021



**COMMUNE de CHANOS CURSON  
MODIFICATION n°1  
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

**Approbation de la modification n° 1**

**Objet :** caractère exécutoire de l'acte

**Nature et date de l'acte :** Délibération du Conseil Municipal du 7 septembre 2015

**Date de transmission au Préfet : 17 septembre 2015**

**Mesures de publicité:**

- Affichage en mairie : à compter du 8 septembre 2015
- Insertion dans la presse : 9 octobre 2015

**Contrôle de légalité:**

- Date de la lettre au maire : /
- Observations : /

<b>Date à laquelle la délibération devient exécutoire:</b>	<b>17 octobre 2015</b>
------------------------------------------------------------	------------------------

Pour le Chef du Service Aménagement du  
Territoire et Risques  
Le Responsable de l'unité territoriale

*signé Tanguy QUEINEC*



REPUBLIQUE FRANCAISE  
« LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE »

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2015-62**

L'an deux mil quinze, le sept septembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la Commune de CHANOS-CURSON, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance publique, salle du Conseil Municipal en Mairie, sous la présidence de **Monsieur Serge BLACHE, Maire.**

Date de convocation du Conseil Municipal : **02/09/2015**

Date d'affichage : **02/09/2015**

Nombre de Conseillers municipaux en exercice : **15**

Étaient présents : **Serge BLACHE, Nicole MUCCHIELLI, Bruno BOITEUX, Isabelle FREICHE, Michel FRAISSE, Marlène PIERRO, Jacques PRADELLE, Pascal BAUDE, Juliette GOMEZ, AZE Blandine, Benoît MOREL, Karine BEAUGIRAUD, Sandrine GUIMBAUD.**

Étaient absentes et représentées : **Anaïs CHARDON représentée par Nicole MUCCHIELLI, Bruno GRAS-TACHON représenté par Isabelle FREICHE**

**Jacques PRADELLE a été désigné secrétaire de séance.**

**Le nombre de votants est de 15.**

**Résultat du vote :                    POUR : 14                    ABSTENTION : 1**

**Objet : PLU : modifications après enquête publique**

Monsieur le Maire expose que le projet de modification du P.L.U. a été soumis à enquête publique du 1<sup>er</sup> Juin 2015 au 1<sup>er</sup> Juillet 2015. Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ont été remis le 12 Juillet 2015.

VU le code de l'urbanisme,

VU l'arrêté municipal n°2015/32 en date du 13/05/2015 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification du P.L.U.,

VU les conclusions du commissaire enquêteur (avis favorable),

VU le dossier de modification du P.L.U. ,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré par quatorze voix pour et une abstention des membres présents et représentés:**

- décide d'approuver la modification du PLU telle qu'elle est annexée à la présente
- dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal régional ou local diffusé dans le département,
- Dit que le P.L.U. modifié est tenu à la disposition du public à la mairie de Chanos-Curson aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi qu'à la Préfecture.
- Dit que la présente délibération sera exécutoire dès sa transmission au Préfet et après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

Fait et délibéré les jours mois et an ci-dessus.

Au registre sont les signatures.

Le Maire,  
Serge BLACHE



Acte rendu exécutoire après :

- Transmission en Préfecture le 08/09/15
- Réception en Préfecture le .....
- Publication et notification le .....

*"La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal."*



**ARRETE DU MAIRE N° 2014/71**  
**DU 22 JUILLET 2014 PORTANT MISE A JOUR DU**  
**PLAN LOCAL D'URBANISME**  
**DE LA COMMUNE DE CHANOS-CURSON**

DDT Drôme-Unité territoriale  
arrive le  
04 AOUT 2014

Le Maire de la Commune de CHANOS-CURSON,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article R123-22,

Vu la délibération n°2010-08 du 1<sup>er</sup> mars 2010,

Vu l'arrêté Préfectoral n°2013206-0014 en date du 25 juillet 2013 portant approbation du Plan de Prévention des Risques naturels – inondations prévisibles sur la Commune de CHANOS-CURSON,

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté (plan et liste des servitudes d'utilité publique fournis par la DDT SATR/PA),

**ARRETE**

**Article 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de CHANOS-CURSON est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe au PLU, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique,

**Article 2 :** Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la Mairie et en Préfecture.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

**Article 4 :** Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la direction Départementale des Territoires.

Fait à CHANOS-CURSON, le 22 juillet 2014.

Le Maire,  
Serge BLACHE.



"La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal."

Mairie de CHANOS CURSON 9 rue de la République 26600 CHANOS CURSON

Téléphone : 04/75/07/33/07 – Télécopie 04/75/07/32/99

Email [secretariat.mairiechanoscurson@wanadoo.fr](mailto:secretariat.mairiechanoscurson@wanadoo.fr) - Site internet [www.mairie-chanoscurson.fr](http://www.mairie-chanoscurson.fr)



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA DROME

Direction des Territoires  
Service Aménagement du Territoire et des Risques  
Pôle Prévention des Risques  
Affaire suivie par :  
Jérôme SIGAUD  
Tél. : 04 81 66 81 29  
courriel : jerome.sigaud@drome.gouv.fr

Préfecture  
Direction des collectivités  
et de l'utilité publique  
Bureau des enquêtes publiques  
Affaire suivie par :  
Lucette MANGUIN  
Tel. : 04 75 79 28 71  
Fax : 04 75 79 28 55  
E-mail: lucette.manguin@drome.gouv.fr

### **Arrêté n°2013206-0014 portant approbation du Plan de Prévention des Risques naturels-inondations prévisibles sur la commune de CHANOS-CURSON**

**Le Préfet de la Drôme,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L562-1 à L562-9 et R562-1 à R562-12 ;

**VU** le code de l'urbanisme ;

**VU** la loi n° 2004.811 du 13 août 2004 modifiée, de modernisation de la sécurité civile ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** la circulaire du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables ;

**VU** la circulaire du 24 avril 1996 relative aux dispositions applicables au bâti et ouvrages existants en zones inondables ;

**VU** la circulaire du 30 avril 2002 relative à la politique de l'État en matière de risques naturels prévisibles et de gestion des espaces situés derrière les digues de protection contre les inondations et les submersions marines ;

**VU** la circulaire du 21 janvier 2004 relative à la maîtrise de l'urbanisme et de l'adaptation des constructions en zone inondable ;

VU l'arrêté préfectoral n°2012032-0004 du 1er février 2012 portant prescription de l'élaboration du Plan de Prévention des Risques inondation sur la commune de CHANOS-CURSON ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013078-0015 du 19 mars 2013 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de Plan de Prévention des Risques naturels inondation de la commune de CHANOS-CURSON ;

VU la délibération du conseil municipal de CHANOS-CURSON du 27 juillet 2012 ;

VU la délibération du comité syndical du SCOT ROVALTAINE-Drôme-Ardèche du 31 octobre 2012 ;

VU l'avis de la Communauté de Communes du Pays de l'Hermitage du 23 août 2012 ;

VU l'avis de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement du 12 septembre 2012 ;

VU l'avis du centre régional de la propriété forestière Rhône-Alpes du 17 septembre 2012 ;

VU l'avis du service départemental d'incendie et de secours du 17 septembre 2012 ;

VU l'avis de la chambre d'agriculture de la Drôme du 17 septembre 2012 ;

VU l'avis de la direction départementale des territoires de la Drôme, service eaux forêts espaces naturels du 15 juin 2012 ;

VU le bilan de la consultation des services et de la concertation avec le public annexé au dossier de l'enquête publique ;

VU le rapport et les conclusions de M. le commissaire enquêteur du 17 juin 2013 ;

VU le rapport d'analyse de juillet 2013 de la direction départementale des territoires en réponse à chacune des observations et recommandations du commissaire enquêteur, (rapport à M. le Préfet de la Drôme : analyse de l'enquête publique, propositions de suite à donner) ;

**Considérant** que les avis exprimés avant et lors de l'enquête publique ne remettent pas en cause le contenu du plan élaboré ;

**Considérant** que la recommandation n°1 de M. le commissaire enquêteur visant à l'organisation d'une réunion concernant les travaux de réduction de l'aléa de la Veauve et du Merdarioux ne concerne pas directement le projet de PPRI, objet de l'enquête publique ;

**Considérant** que donner une suite favorable à la recommandation n°2 de M. le commissaire enquêteur visant à modifier l'échelle de représentation des cartes des aléas, enjeux et zonage réglementaire conduirait à déroger aux règles d'élaboration des PPR définies dans les guides Plans de Prévention des Risques Naturels (PPR) - Guide Général et Plans de Prévention des Risques Naturels prévisibles (PPR) – Cahier de recommandations sur le contenu des PPR ;

**Considérant** ainsi que le plan de prévention des risques inondations de la commune de CHANOS-CURSON est conforme aux objectifs de préservation des vies humaines et de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens, que le règlement contient des mesures de prévention et de sauvegarde conformes à la doctrine nationale exprimée dans les circulaires sus-visées et que rien ne s'oppose à sa mise en oeuvre ;

**Considérant** l'avis favorable de M. le commissaire enquêteur du 17 juin 2013 ;

Sur la proposition de Madame le Secrétaire Général de la préfecture de la Drôme ;

## ARRETE

### Article 1er :

Le Plan de Prévention des Risques naturels inondation prévisibles de la commune de CHANOS-CURSON est approuvé.

### Article 2

Le Plan de Prévention des Risques naturels inondation prévisibles comprend les pièces suivantes ci-annexées :

- la note de présentation
- la carte de zonage réglementaire
- le règlement

Sont également annexés, à titre d'information :

- les pièces graphiques complémentaires (carte des aléas et carte des enjeux)

### Article 3

Le Plan de Prévention des Risques naturels inondation prévisibles de la commune de CHANOS-CURSON est tenu à la disposition du public aux jours et heures ouvrables à la mairie de CHANOS-CURSON ainsi qu'en Préfecture de la Drôme (bureau des Enquêtes Publiques).

### Article 4

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et mention en sera faite dans un journal diffusé dans le département.

L'arrêté sera également affiché pendant un mois au minimum à la mairie de CHANOS-CURSON et porté à la connaissance du public par tout autre procédé en usage dans la commune.

Un certificat du maire justifiera l'accomplissement de cette formalité.

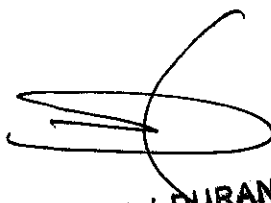
### Article 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun BP1135 38022 GRENOBLE Cedex 1) dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

### Article 6

Madame le Secrétaire Général de la préfecture de la Drôme, Monsieur le Maire de la commune de CHANOS-CURSON, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Drôme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le 25 JUL. 2013  
Le Préfet,



Pierre-André DURAND





20 NOV. 2012

**ARRETE DU MAIRE N° 2012/51**

**PORTANT MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Le Maire de la Commune de CHANOS-CURSON,

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment l'article R123-22,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal n° 2010-08 du 1<sup>er</sup> mars 2010 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2011 356-0006 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) pour l'établissement exploité par la société CHEDDITE FRANCE à CLERIEUX en date du 22 décembre 2011,

**Vu** les plans et documents annexés au présent arrêté,

**ARRETE :**

**Article 1** – Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de CHANOS CURSON est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe au PLU, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

**Article 2** – Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la Mairie et en Préfecture.

**Article 3** – Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

**Article 4** – Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la Direction Départementale des Territoires.

**Fait à CHANOS-CURSON, le 23 juillet 2012.**

Le Maire,  
Serge BLACHE



"La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal."

Mairie de CHANOS CURSON 9 rue de la République 26600 CHANOS CURSON

Téléphone : 04/75/07/33/07 – Télécopie 04/75/07/32/99

Email [secretariat.mairiechanoscurson@wanadoo.fr](mailto:secretariat.mairiechanoscurson@wanadoo.fr) - Site internet [www.mairie-chanoscurson.fr](http://www.mairie-chanoscurson.fr)

PRÉFET DE LA DRÔME

Valence, le 22 DEC. 2011

Direction départementale des territoires  
Service Aménagement du Territoire et Risques  
Pôle prévention des risques  
Affaire suivie par : André CHEVASSUS-ROSSET  
Tél.: 04 81 66 81 59  
courriel : andre.chevassus-rosset@drôme.gouv.fr  
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du  
logement de Rhône-Alpes  
Unité territoriale Drôme-Ardèche  
Affaire suivie par : Pascal BRIE  
Tél. : 04 75 82 46 37  
courriel : pascal.brie@developpement-durable.gouv.fr  
Préfecture  
Direction des collectivités et de l'utilité publique  
Bureau des enquêtes publiques  
Affaire suivie par : Sonia BONNET  
Tél.: 04.75.79 28.48  
Fax : 04 75 79 28.55  
courriel : sonia.bonnet@drôme.gouv.fr

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

N° 2011 356-0006

**portant approbation du plan de prévention des risques technologiques (PPRT)  
pour l'établissement exploité par la société CHEDDITE FRANCE à CLERIEUX**

**Le Préfet de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 515-15 à L. 515-25 et R. 515-39 à R. 515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) et les articles R. 511-9 et R. 511-10 portant nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 126-1 et R. 123-22 ;

VU la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;



VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques ;

VU la circulaire ministérielle du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10-2083 du 20 mai 2010, autorisant la société CHEDDITE FRANCE à poursuivre l'exploitation, dans son établissement pyrotechnique situé quartier Châtillon à CLERIEUX, d'un stockage de poudre de 60,4 tonnes et d'un stockage de trinitrorésorcine (TNR) de 33 tonnes, soumis à autorisation avec servitudes d'utilité publique au titre de la rubrique 1311 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'étude de dangers relative à l'établissement sus-visé, mise à jour en octobre 2007, complétée en avril 2008, le 21 octobre 2008 et le 6 janvier 2009 ;

VU le rapport en date du 13 janvier 2009 de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région RHONE-ALPES, signé le 20 mars 2009, proposant d'engager la démarche d'élaboration d'un PPRT concernant l'établissement sus-visé ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09-2963 du 29 juin 2009 prescrivant l'élaboration du PPRT relatif à l'établissement sus-visé ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010348-0007 du 14 décembre 2010 prorogeant l'arrêté préfectoral n° 09-2963 du 29 juin 2009 jusqu'au 29 décembre 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011175-0001 du 24 juin 2011 portant ouverture d'une enquête publique du 5 septembre 2011 au 7 octobre 2011 inclus, sur le projet de PPRT relatif à l'établissement sus-visé ;

VU le registre d'enquête et l'existence d'une observation émise lors de l'enquête publique ;

VU le rapport, les conclusions et l'avis favorable motivé en date du 23 octobre 2011 du commissaire enquêteur ;

VU l'absence d'observations des personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT relatif à l'établissement sus-visé, consultés du 8 février 2011 au 8 avril 2011 ;

VU l'absence d'observations des membres du comité local d'information et de concertation (CLIC) lors de sa réunion du 7 avril 2011 ;

VU le bilan de la concertation ;

VU le rapport de l'équipe projet en date du 10 novembre 2011, reçu à la préfecture de la Drôme le 16 décembre 2011, proposant l'approbation du projet de PPRT relatif à l'établissement sus-visé ;

**CONSIDERANT** que l'établissement exploité par la société CHEDDITE FRANCE à CLERIEUX est soumis à autorisation avec servitudes d'utilité publique (AS) au titre de la rubrique 1311 de la nomenclature des installations classées ;

**CONSIDERANT** la liste des phénomènes dangereux issus de l'étude de dangers de la société CHEDDITE FRANCE relative à son établissement sus-visé, et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

**CONSIDERANT** que les mesures définies dans le PPRT résultent d'un processus d'analyse, d'échange et de concertation ; qu'elles sont de nature à répondre à l'objectif de protection visé et qu'elles intègrent les adaptations du règlement préconisées lors de l'enquête publique ;

**SUR PROPOSITION** de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Drôme ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

Le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) relatif à l'établissement exploité par la société CHEDDITE FRANCE sur le territoire de la commune de CLERIEUX, quartier Châtillon, annexé au présent arrêté est approuvé.

Le PPRT comprend :

1. une note de présentation
2. un plan de zonage réglementaire
3. un règlement
4. un bilan de la concertation
5. un cahier de recommandations

### **ARTICLE 2 :**

Le PPRT vaut servitudes d'utilité publique au sens de l'article L. 126-1 du code de l'urbanisme et doit être annexé aux documents d'urbanisme des communes de CLERIEUX, CHANOS CURSON et GRANGES LES BEAUMONT, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 3 : publicité**

Une copie du présent arrêté est diffusée par voie d'affichage, par les mairies de CLERIEUX, CHANOS CURSON et GRANGES LES BEAUMONT, ainsi que par la communauté d'agglomération du Pays de ROMANS, pendant un mois minimum.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département de la Drôme.

Un avis est inséré par les soins de la préfecture dans un journal diffusé dans le département.

### **ARTICLE 4 :**

Une copie du présent arrêté est adressée aux personnes et organismes associés définis dans l'arrêté préfectoral n° 09-2963 du 29 juin 2009 susvisé, ainsi qu'au président de la communauté d'agglomération du Pays de ROMANS.

### **ARTICLE 5 :**

Le plan est tenu à la disposition du public :

1. aux mairies de CLERIEUX, de CHANOS CURSON et de GRANGES LES BEAUMONT ;
2. au siège de la communauté d'agglomération du Pays de ROMANS ;
3. à la préfecture du département de la Drôme ;
4. sur le site internet des PPRT de la région Rhône Alpes (<http://www.pprtrhonealpes.com>).

#### ARTICLE 6 : délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours gracieux auprès du préfet du département de la Drôme, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place Verdun - BP 1135 - 38022 GRENOBLE Cedex), dans un délai de deux mois.

#### ARTICLE 7 : exécution

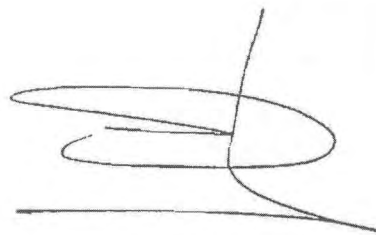
Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Rhône-Alpes, le directeur départemental des territoires de la Drôme et les maires de CLERIEUX, CHANOS CURSON et GRANGES LES BEAUMONT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le 22 DEC. 2011

Le Préfet

Pour copie certifiée,  
l'attaché Principal, Chef de Bureau,

Gilbert CHEVALIER



Pierre-André DURAND





REPUBLIQUE FRANCAISE  
« LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE »

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2010-08**

L'an deux mil dix, le 1<sup>er</sup> mars à 20 heures, le Conseil Municipal de la Commune de CHANOS-CURSON, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance publique, salle du Conseil Municipal en Mairie, sous la présidence de **Monsieur Serge BLACHE, Maire**.

Date de convocation du Conseil Municipal : **22/02/2010**

Date d'affichage : **22/02/2010**

Nombre de Conseillers municipaux en exercice : **15**

Étaient présents : **Serge BLACHE, Jacques PRADELLE, Josianne SAUVAJON, Bruno BOITEUX, Corinne JUNIQUE, Gilles DREVEYTON, Jérôme MAISONNEUVE, Martine COLDEPIN, Anne BERTO, Sandrine COTTE, Bruno GRAS-TACHON, Michel FRAISSE, Nicole MUCCHIELLI, Juliette GOMEZ.**

Était absente excusée : **Sandrine GUIMBAUD**

**Gilles DREVEYTON** a été désigné secrétaire de séance.

**APPROBATION du PLAN LOCAL D'URBANISME**

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 123.10 et R 123.19,

Vu le Décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées,

Vu la délibération en date du **2 septembre 2005** prescrivant la révision du P.L.U.,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du **19 septembre 2008** arrêtant le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme et tirant le bilan de la concertation,

Vu l'arrêté du maire N° **2009-30** en date du **19 mai 2009** soumettant à enquête publique le projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées ainsi que le zonage d'assainissement,

Vu le rapport et les conclusions du Commissaire-Enquêteur,

Considérant que les remarques effectuées par les services consultés et les résultats de ladite enquête justifient des adaptations mineures du projet de PLU.

Considérant que le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément aux articles susvisés du Code de l'Urbanisme.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents :**

**DECIDE** d'approuver le projet de Plan Local d'Urbanisme, tel qu'il est annexé à la présente,

**INDIQUE** que la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier tenu à la disposition du public,

Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractère apparent dans un journal diffusé dans le Département,

**INDIQUE** que la présente délibération sera exécutoire :

- dans un délai d'un mois, suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications,
- après accomplissement des mesures de publicité.

Fait et délibéré les jours mois et an ci-dessus.  
Au registre sont les signatures.

**Le Maire,**  
**Serge BLACHE.**



Acte rendu exécutoire après :

- Transmission en Préfecture le 10/03/2010
- Réception en Préfecture le...1...2...MARS...2010
- Publication et notification le...19...MARS...2010

"La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal."